

Une lettre de Ferdinand Buisson à Hugo sur la laïcité, 1869

Citer ce document / Cite this document :

Une lettre de Ferdinand Buisson à Hugo sur la laïcité, 1869. In: La Révolution de 1848 et les révolutions du XIXe siècle, Tome 35, Numéro 167, Décembre 1938-Janvier-février 1939. pp. 228-231;

https://www.persee.fr/doc/r1848_1155-8806_1938_num_35_167_1328_t1_0228_0000_1

Fichier pdf généré le 27/03/2018

Chronique et Bibliographie

Une lettre de Ferdinand Buisson à Hugo sur la laïcité, 1869. — M. Paul Raphael vient d'en publier le texte dans *La Lumière*. Il provient des archives de la famille de V. Hugo. L'allusion à la candidature de Roohefort contre Jules Favre — en mai 1869 — permet de la dater.

Buisson, agrégé de philosophie, ayant refusé le serment de fidélité à l'Empire, avait, sur le conseil de Quinet, postulé des fonctions à l'Université de Neufchâtel. Il les exerçait depuis 1866. Il rentra en France après le 4 Septembre 70. — Hugo et Buisson étaient en correspondance: Le poète répondit à la lettre que nous citons. Ils se rencontrèrent du 14 au 18 septembre 1869 au Congrès de la Paix à Lausanne.

Voici la lettre elle-même :

10 juillet 1869.

Que le protestantisme ne soit ni le but ni le moyen, je le crois avec vous, vénéré compatriote. La question n'est pas là. Ce n'est pas au protestantisme que je vous ai demandé si vous voudriez prêter votre puissant concours : c'est à une entreprise laïque et philosophique pour combattre le catholicisme en France. Tenons-nous-en, dites-vous, à la philosophie. Sans doute, mais tâchons d'y amener les autres, la foule, les familles, les campagnes, les femmes, la jeunesse.

La vraie question, la voici : Oui ou non, faut-il nous laisser porter vers une république, prochaine peut-être, sans songer à la situation qui nous sera faite au lendemain de son établissement ? Oui ou non, le prêtre, qui est aujourd'hui un de nos ennemis ne sera-t-il pas alors notre ennemi ? Ne serait-il pas temps de préparer, par une hardie propagande, tous les esprits de toutes les classes à recevoir, à demander le régime de la liberté, la suppression du budget des prêtres, la séparation de l'Etat des églises, sans que toutes ces réformes puissent être tournées contre nous ? Ne pourrait-on pas tenter d'opposer à l'Évangile de la superstition l'Évangile de la science et de la conscience en le faisant pénétrer dans toutes les couches de notre pauvre Société ? Je me représente — et c'est la chose à laquelle je suis bien décidé à consacrer toutes mes forces — une vaste franc-maçonnerie au grand jour constituant des centres innombrables sur le sol français, allant dans chaque ville, dans

chaque village, grouper les esprits avancés. Là, vienne le dimanche, au lieu de laisser les femmes et les enfants et encore pas mal d'hommes aller à l'église, on réunit les enfants dans une « école du dimanche », où ils n'entendent parler que d'humanité et de raison. On réunit les parents dans d'intéressantes, dans d'utiles, dans de généreuses conférences pour leur prêcher, non pas le saint du jour, mais tous les saints de l'humanité, pour leur conter la vie des vrais grands hommes, la mort des vrais martyrs, pour éveiller dans l'esprit le culte du beau, le respect sacré du devoir et ce soupir de l'idéal, plaisir humain par excellence qui leur fera si vite oublier les rêves creux du mysticisme. Il faudrait pour cela que les libres-penseurs eussent autant de zèle qu'en déploient les adversaires, qu'ils prissent goût à cette vie d'enseignement et de dévouement au peuple ; est-ce donc trop leur demander ? Ne peuvent-ils pas faire pour le progrès, pour la liberté, pour l'amour de l'humanité autant au moins que les catholiques pour gagner le ciel ? Les protestants pour propager leurs croyances ? Voilà le vrai sens de ce dont je vous ai parlé, monsieur. Il va sans dire qu'en Suisse, pays foncièrement protestant et d'un très libre protestantisme, il faut prendre pied sur le vieux sol et s'appuyer autant que possible sur ce qu'il y a de bon dans la tradition pour éliminer ce qu'elle a de mauvais. En France, c'est autre chose. Il faut y constituer à neuf la religion du bien et l'église de la libre-pensée, prouver qu'on n'a point d'arrière-pensée cléricale, payer le dévouement, habituer la population à se détacher du prêtre pour venir à nous, lutter surtout contre le baptême, le mariage et l'enterrement catholiques, disputer ainsi partout au prêtre et à l'église ceux qui naissent et ceux qui meurent. Je vous l'ai déjà dit, ce sont vos ouvrages qui m'ont le plus vivement mis au cœur ce souci constant de transformer, comme vous dites, la canaille en peuple et le peuple en humanité. J'espère encore qu'un jour ou l'autre vous approuverez cette entreprise, dès qu'on la pourra tenter en grand. Je suis si peu disposé à l'enfermer dans le cadre du protestantisme traditionnel que j'ai inspiré même aux plus libéraux les plus vives appréhensions par l'attitude que j'ai prise dans le *Rappel*, en défendant Rochefort contre leur ami. Je demande à M. Vacquerie de m'y laisser écrire quelques articles de religion dans le sens que je viens de vous dire. Je ne sais s'il consent.

Veuillez me croire votre bien respectueux et reconnaissant.

F. BUISSON.

M. Paul Raphael ajoute des précisions intéressantes :

Les discussions avec les protestants suisses, auxquelles Buisson fait allusion, étaient relatives à l'histoire sainte. Il avait demandé qu'elle fût éliminée des programmes de l'enseignement primaire, et tous les pasteurs, même les plus libéraux, avaient mené campagne

contre cette proposition subversive. Cette polémique devait avoir son contre-coup sur la destinée de Buisson, après sa rentrée en France. Lorsque, en 1871, il fut nommé, par Jules Simon, inspecteur primaire à Paris, une tempête de protestations s'éleva dans le parti clérical. Mgr Dupanloup se fit l'interprète de cette indignation : il lut à la tribune de l'Assemblée nationale des passages d'une brochure de Buisson contre l'enseignement de l'histoire sainte et les qualifia de scandaleux. Jules Simon céda en appelant son subordonné au secrétariat de la Commission de statistique de l'enseignement primaire. Il fallut l'arrivée au pouvoir de Jules Ferry pour que Buisson fût nommé inspecteur général, puis directeur de l'enseignement primaire au ministère de l'Instruction publique.

Bien que professant un spiritualisme imprégné de protestantisme, Buisson scandalisait les croyants : pour lui, l'Eglise ne devait pas être une réunion de fidèles partageant les mêmes convictions sur Dieu et sur le monde ; mais un groupement d'hommes libres, pouvant différer d'opinion, pourvu qu'ils fussent unis par un haut sentiment de conscience morale. Il se déclarait prêt à abandonner le *corps* de la religion, c'est-à-dire les dogmes, les institutions, la hiérarchie et les pratiques, pour n'en conserver que *l'âme*, c'est-à-dire l'intuition du divin et de la conscience morale. Un spiritualisme aussi large se confond presque avec la libre pensée.

Dans sa lettre du 10 juillet 1869, Buisson, qui prévoit la chute de l'Empire, pense en matière scolaire comme Jean Macé, qui écrivait dans ses *Mémoires* : « Au matin du 25 février 1848, lorsque j'aperçus le suffrage universel affiché sur les murs de Paris, j'eus froid dans le dos. Je ressentis un mélange de joie folle et de terreur secrète. » Cette terreur, les événements devaient la justifier, puisque l'usage que fit le peuple de sa liberté fut l'élection du prince Napoléon à la présidence de la République, la loi Falloux et l'approbation plébiscitaire du 2 décembre. Jean Macé avait vu le remède : l'instruction du peuple, et il fonda la Ligue de l'Enseignement. Buisson va plus loin : il prévoit l'école moderne, telle qu'il aidera, plus tard, Jules Ferry à la fonder ; il prévoit jusqu'aux œuvres qui gravitent aujourd'hui autour de l'école, les amicales, les cercles d'adultes, les patronages. Les mots qu'il emploie ne sont pas les nôtres, mais les institutions sont bien les mêmes : on ne peut qu'admirer cette prescience qui est évidemment le fruit de longues méditations.

En outre, l'anticléricalisme de Buisson semble plus énergique encore que celui de Jean Macé. Buisson se souvenait évidemment que les prêtres, au lendemain du 24 février 1848, bénissaient les arbres de la liberté et qu'au lendemain du 2 décembre ils qualifiaient Louis Napoléon de « nouveau Constantin ». Quoi qu'il en soit, il affirme que les prêtres seront les adversaires les plus dan-

gereux de la Troisième République. Aussi est-il d'ores et déjà convaincu que l'école doit être laïque ; il était sur ce point d'accord avec son ami Quinet, dont on se rappelle le fameux amendement au cours de la discussion sur la loi Falloux. Mais si tous deux avaient les mêmes opinions philosophiques, Buisson était plus strictement laïque : il apportait beaucoup moins dans sa conduite cet accent de protestantisme qui caractérisait son ami. » — Paul RAPHAËL.

André LEBEY. — *La Fayette ou le Militant Franc-Maçon*, Paris, 1937, librairie Mercure, 2 vol. in-8°, en tout 536 p.

Dans ce livre riche de pensée, notre regretté collègue s'est beaucoup moins attaché à découvrir une documentation nouvelle qu'à analyser le caractère de La Fayette. Il trouve en ce dernier un esprit sage et mesuré, partisan d'une évolution progressive, attaché à la réalisation graduelle d'un lointain idéal démocratique. Non point un indécis flottant entre des influences contradictoires, mais un de ces hommes politiques « qui partent des idées, plutôt que des faits, entendant rester inexorablement fidèles aux premières par delà les seconds ». Un homme qui s'en remet au temps, parce qu'il réalise les impossibilités auxquelles il va se heurter. Un homme de 1789.

Nous n'avons pas à étudier ici l'objet du premier volume et même de la moitié du second, où l'auteur suit son héros à travers les révolutions américaine et française et l'Empire. Mais voici la Restauration. Il a soixante ans. Les idées émancipatrices d'autrefois, auxquelles il est toujours fidèle, le poussent naturellement à la lutte contre la réaction. Louis XVIII craint en lui l'homme qui connaît les dessous de l'affaire du marquis de Favras. Malgré les pressions gouvernementales, La Fayette entre au Palais-Bourbon en 1818. Par sa seule présence comme dans ses discours, il rappelle le passé et en tire des leçons : il concentre les haines de la droite. Il attire plus que jamais les libéraux, anime leurs sociétés secrètes en lesquelles il voit la contre-partie nécessaire des sociétés aux ordres de la Congrégation. (Ici nous serions tentés de reprocher à André Lebey de ne pas assez tenir compte des travaux récents, de se fier un peu trop à Vaulabelle, Lacroix ou Lamartine). En un mot cette période de la vie de La Fayette est intimement liée à l'histoire de l'opposition sous la Restauration. C'est l'occasion pour André Lebey d'étudier la Charbonnerie, et les conspirations du temps.

La Fayette, cœur enthousiaste sous dehors glacés et impassibles, désintéressé pour lui-même, aurait agi, si la conspiration des ventes avait abouti, en vue d'instaurer, soit un « prince constitutionnel solidaire de la révolution », soit la République, qu'il ne croyait cependant pas encore possible. Mais les conspirations échouent.